

TRANS- HUMANANCES

ISSN
0182-3108

N° 9

Prix: 5 f.

avril 1980



A la fin de l'automne dernier, des militaires finissant leur temps de service à Briançon sont venus nous trouver. Appelés au 15.9, ils avaient souffert de cette coupure radicale entre la vie militaire et la vie civile, symbolisée par les murs de la caserne, murs que n'arrivent pas à rendre transparents les mises en scène et autres alibis baptisés "journées portes ouvertes". Leur projet était cohérent: faire un guide pour l'appelé à Briançon, en finir avec le dépaysement et l'isolement qui servent trop les autorités militaires. Ils tombaient bien. C'était un de nos objectifs de "prêter" Transhumances à tous ceux qui voudrait bien s'en servir.

Le temps a passé. D'autres projets en cours ont retardé la publication du dossier. Plus que jamais le besoin s'en fait sentir. Les murs de la caserne sont toujours aussi hauts et épais et l'appareil militaire garde toute son opacité malgré les sourires de ses chefs.

Afin que le travail déjà réalisé ne soit pas perdu, nous avons repris la plus grande partie du dossier. Ce sont les appelés eux-mêmes qui ont produit les maquettes, dans des conditions difficiles. Quelques pages contenant des renseignements pratiques périmés, d'autres impubliables telles quelles pour des raisons techniques et d'autres enfin qui nous ont paru faibles (ce dont nous avons été les seuls juges, reconnaissons-le) ont été remplacées par un cocktail de notre composition, dans la deuxième partie du journal.

L'ensemble est loin d'avoir une unité. Et cela tombe bien car nous n'avons aucunement l'ambition d'être opérationnels ou de construire une machine de guerre miniature fonctionnant avec du langage, fut-il antimilitariste.

TRANSHUMANCES

SOMMAIRE

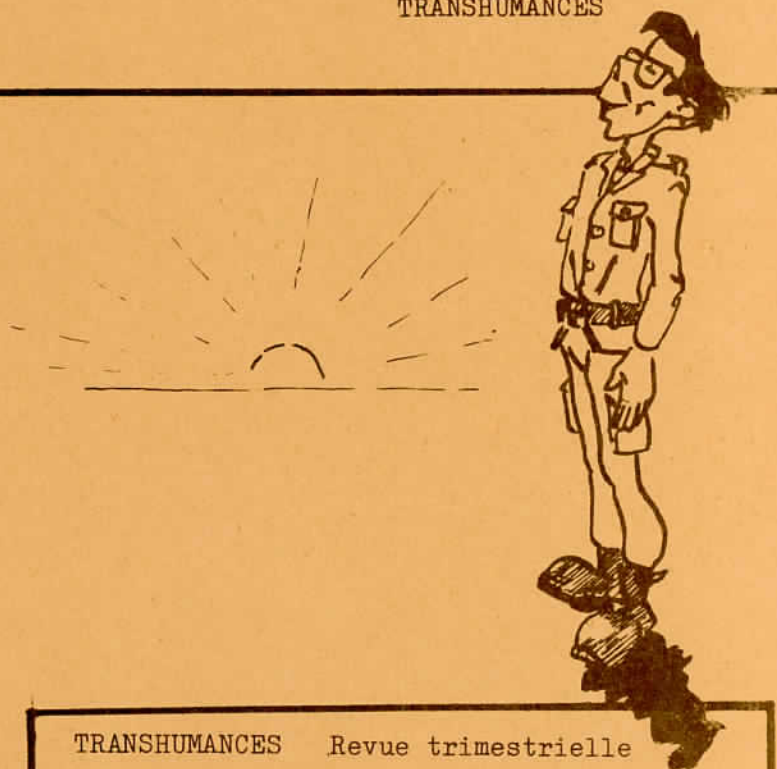
I. DOSSIER 15.9

- Silence: caserne	page 3
- Les Alpes vues du 15.9	4-5
- Comment transhumer en Briançonnais sans section ni compagnie.	6-7
- 2 Briançonnaises et 1200 soldats	8
- Le mouvement des soldats:	
5 années de luttes.	9
- Pourquoi nous obliger à nous taire?	10
- Instruments ou citoyens.	11
- L'Europe des soldats.	12
- Pour un syndicat de soldats.	13
- Contre le militarisme!	
Pour une armée de citoyens!	14

II. Annexe au dossier 15.9, ou pour une réflexion différente sur l'armée.

- Graine de héros, bande dessinée.	15-16
- Pour un service civil: l'objection.	17
- Lettre à mes amis de Transhumances par W. Rabinovitch.	18-19
- Fermez le ban!	20

TRANSHUMANCES Revue trimestrielle
publiée par l'Association Transhumances.
Adresse: "Le Refuge" Le Rosier Val-des-Prés
05100 Briançon.
Directeur de publication: René Siestrunck
Rédaction: Luc Marchello, Marc Pascal.
Dépôt légal: Avril 1980.
Imprimerie: Briançon-Demain, 33 bis rue Joseph Silvestre 05100 Briançon.
Abonnements: 1 an, 4 numéros, 20 francs
soutien: 50 francs.
C.C.P: 247 38 D MARSEILLE.



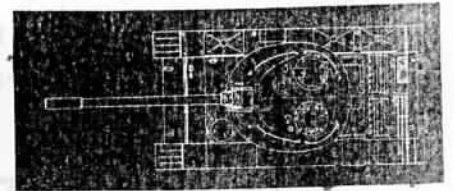
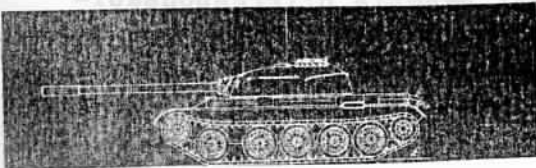
NOUS

Nous, c'est-à-dire les rédacteurs de ce journal, sommes des soldats du 159ème Régiment d'Infanterie Alpine (15.9) stationné à Briançon, dans les Hautes Alpes. Pour réaliser cette brochure, nous avons été aidés par quelques amis civil(e)s, militaires ou anciens militaires. Nous avons également empruntés quelques illustrations ou textes à d'autres journaux (Les Dossiers de l'ETUDIANT, BRIANCON DEMAIN, LE SOLDAT, Guide pratique CFDT de l'appelé ...)

Nous voulons remercier ceux qui nous ont aidés: ils sont prêts à le refaire. Nous aussi, mais nous ne voulons pas rester seuls pour faire que à Briançon comme ailleurs, au 15.9 comme dans toutes les unités de France, les choses bougent.

Nous n'avons pu signer nos articles, pour des raisons que seule motive l'absurde interdiction, faite aux soldats, de s'exprimer. Pour autant nous ne sommes pas clandestins. Des dizaines de personnes ont, par leurs critiques, leurs apports ou leur soutien contribué à ce que ce journal se fasse. Des centaines d'autres sont, nous en sommes sûrs, disposés à le faire.

Vu les conditions de réalisation du journal, nos colonnes n'ont pu être ouvertes à toutes les opinions. Nous n'avons sans doute pas toujours bien exprimé ce que nous avons sur le coeur et dans la tête. Mais c'est maintenant à vous, à nous tous de faire en sorte que cette initiative ne constitue qu'un nouveau pas pour faire s'ouvrir cette micro société protégée que veut être l'univers militaire *



SILENCE : CASERNE

14 Juillet, 11 Novembre, 8 Mai... Plusieurs fois par an, on montre en dehors des casernes une armée clinquante et rutilante, faite pour les défilés. De temps en temps on repeint les bâtiments, on habille les soldats de chaussettes et lacets neufs et on déclare, pour un jour, les portes ouvertes. Mais toute l'année, les baraquements de Berwick et de Colaud forment un monde à part de Briançon, peuplés de gens qui vivent isolés d'une région où fort peu ont choisi de venir. Avec interdiction de parler, d'écrire, de lire certaines choses et même, de fait, de penser.

L'armée, dite nationale, est jugée chose trop sérieuse pour laisser les citoyens ordinaires s'y intéresser. C'est l'affaire de spécialistes. Et, enfants parmi les enfants que sont tous les français pour les hauts stratèges, il y a les soldats appelés. Pour un an, ils deviennent des citoyens de seconde zone, privés du droit à une rémunération décente, du droit d'expression, du droit de se battre pour changer leurs conditions de vie, privés du droit à organiser leur vie comme il l'entendent.

Le sort des engagés n'est guère plus brillant. Pris dans un carcan, exclus de véritables responsabilités, écrasés par une hiérarchie interminable, ils arrivent bien souvent à s'identifier à un système qu'ils subissent en fait comme tous les autres.

Quand à ceux qui refusent l'armée, en conscience, ils s'opposent aux chicaneries et à une répression constante.

Pendant un an, nous sommes 300.000 à tuer le temps entre marches forcées et brimades inutiles. Il y a eu certes quelques améliorations dans les années précédentes: elles sont dûes à celles et ceux qui, civils ou militaires n'ont pas hésité à parler, témoigner, revendiquer, lutter.

Il reste encore beaucoup à faire pour que la démocratie ne s'arrête plus à la porte des casernes et pour que les appelés aient droit comme tout le monde, à des conditions de vie décente. C'est à vous, soldats, d'agir pour cela. C'est à vous, briançonnais, d'en prendre conscience.

Des soldats du 15.9

LES ALPES VUES DU 15.9

Vous voilà donc incorporé dans une troupe alpine. Peut-être était-ce par amour de la montagne? Or un grand attrait de la randonnée, de l'alpinisme et du ski de montagne, c'est de pratiquer ces activités en toute liberté. Ici tout est programmé, et quelle que soit votre humeur, il faudra suivre.

COURIR LA NEIGE

Point besoin de vous présenter les courses de section, car l'intoxication quotidienne que vous subirez s'en chargera. Seule chose qu'on ne vous dira pas, c'est qu'elle permettront aux gradés, d'espérer promotion et considération.

CAMPS DE MONTAGNE

Puis viendra la belle saison et ses camps d'été en montagne. Pendant une quinzaine environ, vous vous initierez aux techniques de base de l'alpinisme: marche en crampons, emploi du piolet, technique de l'escalade, descente en rappel, marche en cordée. Il faut reconnaître le côté plus alpin que militaire de ce camp qui donnera -peut-être- à quelques-uns l'envie de pénétrer de nouveau le monde fascinant de la haute-montagne. Les courses effectuées se rapprochent davantage de la randonnée alpine que de l'alpinisme proprement dit (difficulté : F ou PD) Citons par exemple pour l'été 79: le Dôme de neige des Ecrins, les Agneaux, les cols de la Temple et des Ecrins, le Dôme du Monetier, etc.

Mais attention: les courses sont effectuées en section, voire plus, et tous ne sont pas guide, loin s'en faut! En dépit des erreurs commises, il vous faudra suivre ... et vous taire.

Citons pour mémoire le grand exploit de la 2ème Compagnie, réussissant la traversée du Pelvoux en ... 16 heures! Le temps moyen de ce parcours peu difficile est de 6/7 h et le grand danger des courses de neige est la transformation de la neige par le soleil pouvant entraîner des avalanches et l'effondrement des ponts de neige. Un bel exemple d'irresponsabilité et de méconnaissance des règles fondamentales de la montagne.



CORDEES

Le stage de chef de cordée consiste en des séances d'escalade à l'école de Cervières et, selon les conditions, à des courses en montagne d'un niveau déjà plus sévère.

Une fois votre compétence reconnue, vous serez nommé chef de cordée. Cela vous permettra, durant le camp d'été, d'avoir la responsabilité d'une cordée et de sa bonne assimilation des connaissances de base de l'alpinisme et de son comportement en montagne - respect d'autrui, de la nature, du matériel ...

"L'apothéose" des saisons d'été et d'hiver, ce sont les Brevets d'Alpinisme et de Ski (BAM et BSM). Ce ne sont que des longues marches fastidieuses à faire en un temps donné avec sur le dos un sac de ... 14 kg.

Une fois ces brevets acquis, vous aurez droit à un jour de permission supplémentaire, et pourrez arborer avec fierté (?) l'insigne qu'on vous remettra.

Les appelés présentant certaines références alpines ont la possibilité de demander des permissions-montagne, en plus des autres. Pour ce faire, il faut déposer une demande qui, après avis du commandant de compagnie, sera déposée chez l'officier montagne.

Cette permission représentera pour votre cordée l'assurance d'être pris en charge par l'Etat en cas d'accident et d'un déclenchement des secours. Vous pouvez en outre percevoir de la nourriture et du matériel militaire. Elles ne sont accordées que le week-end, tant pour les courses d'été que pour les randonnées à ski, mais toujours pour une ou plusieurs cordées, et non pour les solitaires. Profitez-en!

Le club sportif du 15.9 a une section montagne. Il vous appartient de l'animer et d'en faire une chose vivante. Elle vous permettra de prendre votre licence FFM. Durant les beaux jours, des séances en école d'escalade sont prévues en semaine. Là vous pourrez prendre conseil et, qui sait, rencontrer de futurs compagnons de cordée.



Comment transhumer sans Section



LA NEVACHIE

Assez sauvage
Ski de rando , grandes
ballades.....

Surtout ne jamais s'y
aventurer en saison
touristique : les vacanci-
ers recherchent des occas-
ions d'émotions fortes!...
Quelques troupesaux...

Névache

LES CERCES.

Sites encore assez sauvages
et moyennement parcourus...

Escalades calcaires très belles
et de toute difficulté...

Très peu de refuges .De toutes
façons, c'est un massif où l'on
bivouaque .

Monétier

L'été ,on crociera quelques
bergers.

L'hiver on peut y
faire de très belles
randos .

Paradis pour celui qui n'y
va pas en "touriste", on y
prend son pied en respect
avec la nature...

Serre- Chevalier

La Clarée

Col du Lautaret

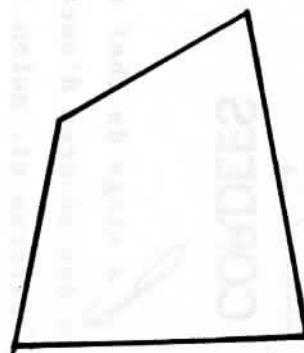


Parc National des Ecrins

Courses de neige et
de rocher de toute dif-
ficulté.

Refuges bondés de Juillet
à Septembre (heureusement, les
nuits sont claires)

Attention aux gardes. La
nature est en conserve...



Quelques
bergers....

Randonnées l'été,
mais c'est un sec-
teur très peu fre-
quenté...si peu,
qu'il n'est même
pas "classé".

Cela ne l'empêche
pas d'avoir un attrait
certain...

On peut y pratiquer le ski
de printemps, jusqu'au mois de
Juillet, les bonnes années....

Possibilités de partir plusieurs
jours: les refuges sont souvent gardés
à partir du mois de Mai, durant les
week-end uniquement.

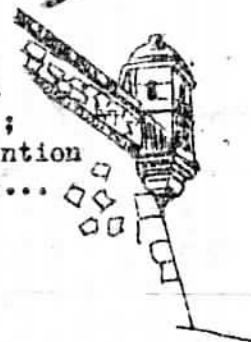
Peu de possibilité pour faire de la grande
randonnée, mais par contre, il y est très
facile de se faire la main en matière d'alpi-
nisme.

Attention, l'été, les voies classiques
sont dangereuses et un peu chiantes...

Briançon

Attention aux officiers,
aux flics ; attention à la
culture et à la politique ;
attention au commerce ; attention
aux touristes et au tourisme...

MERCI VAUBAN !...



Col du Montgenèvre

Cervières

MONTERISON

Escalades calcaires
assez difficiles à extrêmement
difficiles.

Très peu de passage: les possibilités
de randos sont très limitées, ainsi
que le camping...

Aucun refuge, mais les marches
d'approche sont magnifiques.

LES AYES - LE MELEZIN

Ski de randonnée (attention aux
arbres, la forêt est superbe !)
Randos l'été, beaucoup de myrtilles...

Coin relativement délaissé par les
touristes.

Lieu de passage, pour le randonneur,
entre le Briançonnais et le Queyras

Vallouise



8 2 BRIANÇONNAISES ET 1200 SOLDATS

TYRANNIE

Primé, bafoué, humilié, le soldat n'est en fait que le jouet d'une hiérarchie qui se contente elle-même d'appliquer des ordres supérieurs d'hommes qui n'ont que faire du moral des recrutés mais qui s'intéressent à leur physique. Non pour leur faire des avances, mais toujours à des fins utilitaires. De toute façon, ceux qui donnent de tels ordres sont en réalité des lâches qui ont besoin de cobayes pour assouvir leurs instincts de puissance. Eux-mêmes se diront irresponsables - en effet ne dépendent-ils pas de supérieurs?

Comme il est facile de pouvoir se décharger de ses responsabilités sur des abstractions! Le service c'est par définition -notre définition- le rabaissement de l'homme en tant qu'être humain.

Se soumettre, c'est le moyen le plus simple! Mais si chacun décidait de se révolter contre cette "tyrannie", il y en aurait quelques uns qui auraient intérêt à réfléchir

Chantal ♀



CES HOMMES

EN HABITS VERTS

Briançon, c'est plein d'uniformes.

Et quand ils quittent leurs habits verts, on voit bien quand même que ce sont des soldats. D'abord à la coupe de cheveux, faite pour abaisser l'appelé, pour l'humilier. Ensuite à ce qu'ils sont en groupe et par les réflexions qu'ils font, en particulier sur les filles. Les soldats ont un caractère nettement plus bestial que les autres jeunes. Ce n'est pas de leur faute, c'est l'armée qui les rend comme ça. Elle les enferme toute la journée et les maintient, parfois pendant des semaines loin de chez eux. Qui lui a donné le droit de prendre à des jeunes une année dans une vie déjà si courte?

J'ai déjà été à la caserne, lors de la dernière "journée portes ouvertes" (dans un sens seulement!). Tout y sentait le faux: une musique démagogique, une peinture toute fraîche, un air propre factice et malgré tout un profond ennui.

Il n'y a guère de lieux de rencontre entre les jeunes, filles ou garçons, et les militaires. Dans les boîtes, les soldats ne viennent que chercher la femelle pour un soir. Dans les cafés, les contacts sont difficiles. Ainsi, il y a peu de temps, un gars en uniforme s'est assis sur mes genoux. Je lui ai expliqué que je ne faisais aucun racisme anti-militaire, mais que je n'aimais pas ça. Il m'a reproché de "rejeter vachement le bidasse".

Il faudrait créer des points de contact entre jeunes de tous bords, soldats ou pas. Des salles où l'on puisse faire de la musique, danser, discuter, se connaître ... Mais en dehors de la caserne car je ne supporte pas qu'il faille montrer un bout de papier pour y entrer et en sortir!

Corine ♀

5 ANNEES DE LUTTES

*M*ai 1974 : en pleine campagne pour l'élection présidentielle, cent soldats envoient aux candidats un appel pour la reconnaissance de droits élémentaires : droit à une incorporation près du domicile, solde égale au SMIC, gratuité des transports, liberté d'information et d'expression, possibilité pour les engagés de résilier leur contrat. Cet appel, qui aura bientôt 6.000 signataires malgré des menaces et une répression sévère, pose des revendications qui resteront à la base du mouvement des soldats les années suivantes.

Pour organiser leur lutte, des soldats se groupent par caserne en comités. Des bulletins commencent à paraître dans les troupes françaises. Le 10 Septembre 1974, deux cents soldats de Draguignan manifestent, en uniforme, dans les rues de la ville pour de meilleures conditions de vie et contre le racisme ambiant. D'autres manifestations suivront, à Karlsruhe (Allemagne) et Versailles.

La large solidarité qui se manifeste autour du mouvement des soldats, inquiète les autorités qui concèdent en Juillet 75 quelques réformes : les permissions de longue durée deviennent un droit, la solde augmente un peu, les appelés ont quartier libre le soir et peuvent sortir en civil, les punitions collectives sont interdites, l'interdiction de nombreux journaux est levée mais certains restent interdits.

L'action des comités de soldats devient de plus en plus concrète et s'apparente par là à celles des syndicats de travailleurs. C'est ce qui amène le comité de Besançon à se transformer en Novembre 75 en section syndicale, avec le soutien de la CFDT. Pour le gouvernement, c'est l'occasion de se lancer dans une sévère répression. Une trentaine de civils sont emprisonnés et avec eux des dizaines de soldats. Devant l'ampleur de la mobilisation syndicale et politique en leur faveur ils seront relâchés.

En 1978, les comités de soldats ont souvent perdu de leur caractère spectaculaire. Mais de nombreuses personnes mènent dans les casernes une action concrète de type syndical. Une pétition pour les transports gratuits lancée en 1978 reçoit plusieurs milliers de signatures. Des soldats se présentent aux élections législatives; des associations s'organisent pour dénoncer certains "accidents" trop fréquents. Dans les grandes manifestations de travailleurs (1er Mai...) on voit maintenant très souvent des cortèges de soldats.

En 1979, le mouvement des soldats élargit les soutiens dont ils disposent. Les grands syndicats et partis de gauche ont pris position pour les droits démocratiques des soldats et s'intéressent à un possible syndicalisme militaire. Une solidarité internationale se manifeste au travers de la Conférence européenne des organisations de soldats*

POURQUOI NOUS OBLIGER A NOUS TAIRE ?

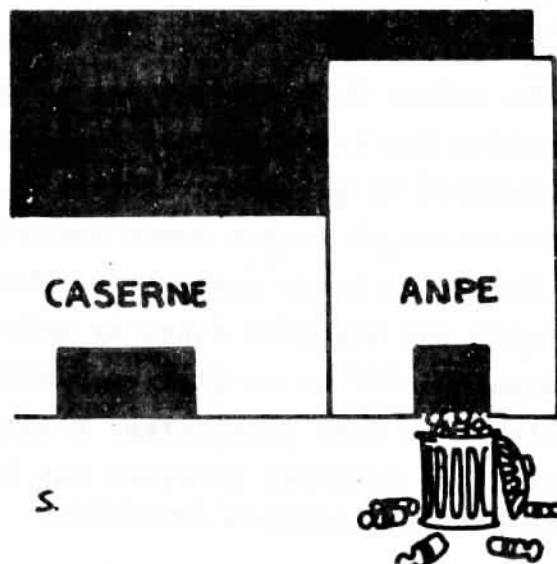
Depuis Janvier 1979, vous pouvez consulter quelques journaux à la caserne. En effet, le foyer Le Monde, Le Dauphiné Libéré, L'Equipe et France-Soir. Nous pouvons nous féliciter de ce grand pas vers la démocratie dû à l'ardeur et à la continuité de nos luttes. Malheureusement, toute la presse n'est pas représentée. Des journaux comme Rouge et Libération sont toujours interdits et leur détention peut-être lourdement sanctionnée. Dans un pays qui ne cesse de parler au nom de la démocratie, est-il acceptable de laisser se continuer une telle censure idéologique? Non.

L'armée se dit neutre, et pourtant elle nous montre chaque jour son vrai visage. Certes l'Humanité n'est plus interdit. Mais il n'y a pas si longtemps ce journal figurait parmi ceux jugés à idéologie malsaine. Si l'Huma n'est désormais plus touchée par la censure, elle le doit à l'action militante, quotidienne, de ceux qui ne cessent de lutter pour que s'instaure dans notre pays une véritable démocratie.

Une démocratie fondée sur la libre expression des idées et sur leur confrontation. Une démocratie fondée sur le droit de chacun au travail.

Si nous voulons que notre société progresse, et qu'enfin on puisse parler de liberté sans se sentir frustré, il nous faut poursuivre la lutte engagée et revendiquer avec force le droit à la parole et le droit au travail.

Nous empêcher de penser, d'écrire, nous obliger pour un an à oublier notre individualité, notre identité de citoyen, c'est pour l'armée et le gouvernement essayer d'enrayer notre action militante contre une politique d'austérité et de chômage. Nous forcer au silence pour mieux nous apprendre à accepter sans broncher des mesures économiques et sociales allant à l'encontre de nos intérêts de travailleurs. Pourquoi refuser la presse d'opposition- si ce n'est pour suivre les directives gouvernementales. Le gouvernement a-t-il peur de la montée de colère envers sa politique anti-sociale? Ne serait-il pas en train de s'établir dans une dictature avec pour arme maîtresse, la répression? L'armée n'est pas neutre, comme elle veut bien le dire, et il existe une grande synergie entre elle et l'Etat. Le Président de la République n'est-il pas chef suprême des armées?



INSTRUMENT OU CITOYEN

L'appelé ou l'engagé se trouvant devant un conflit civil (grève, manifestation, émeute ...) aurait à résoudre le problème d'être un instrument pour le gouvernement ou un citoyen en appliquant ses idées.

Il devra peut-être se battre suivant l'ordre donné contre ses idées personnelles et être l'instrument d'actions qu'il réprouve. Subir un ordre donné malgré ses idées, l'accomplir jusqu'au bout, c'est démentir ce que l'on pense, c'est dépersonnaliser l'homme-soldat. C'est lui faire accepter n'importe quoi au nom de la prétendue neutralité des forces armées.

Prenons pour exemple le cas du plateau du Larzac, dans l'Aveyron, où l'armée veut étendre son camp militaire en expulsant les paysans qui refusent de céder leurs terres. Les soldats ont dû plusieurs fois se livrer à de véritables provocations contre une population réticente: occupation de fermes, actions et même attentats contre les paysans, défilé dans les rues de Millau que, la population occupant la chaussée, l'armée dut faire sur les trottoirs ...

Que les appelés ou engagés puissent avoir des idées contraire à ces actions, l'armée ne leur laisse pas le choix.

Qui peut donc avoir le droit de dépersonnaliser l'homme jusqu'à détruire son propre idéal?

Gilles

→
Camarades, quand on vous parlera de neutralité, faites entendre votre voix et montrez votre mécontentement! N'oubliez pas votre vie passée et profitez de cette année de réflexion pour penser à votre avenir, aux problèmes qui seront les vôtres, étudiants, chômeurs, jeunes travailleurs salariés. L'armée s'efforce de vous les faire oublier, puis, le moment venu, accepter.

Il faut continuer la lutte. Exiger que la presse de gauche soit enfin représentée et toute censure définitivement levée. L'armée et notre société seront ce que nous en ferons.

N'attendons plus: agissons!

Philippe



Soldat exprimant son opinion sur l'armée devant un haut gradé.



Soldat exprimant son opinion sur l'armée derrière un haut gradé.



L'EUROPE DES SOLDATS

Mars 1979: alors que jusque là les soldats de pays différents ne se rencontraient que sur les champs de bataille, des appelés de neuf pays d'Europe se réunissent à Malmö (Suède) pour discuter de leur problèmes communs et affirmer leur solidarité. Sept mois plus tard, près d'Utrecht (Hollande), en présence de syndicats européens, ils se retrouvent pour adopter un programme et décider de la construction d'une organisation internationale.

Parmi leurs revendications, on retrouve celles qu'avancent les soldats français qui luttent dans leurs casernes: droit à une solde égale au salaire minimum, deux jours de repos par semaine, 40 H de travail hebdomadaires, incorporation près du domicile, droit de libre expression, d'information et d'association, gratuité des transports, refus de la professionnalisation des armées, etc.

Si la réalisation de ces objectifs paraît encore lointaine en France, ce n'est pas le cas dans bien d'autres pays européens. En Hollande, en Belgique, dans les pays scandinaves, les syndicats ou associations de soldats ont été reconnus

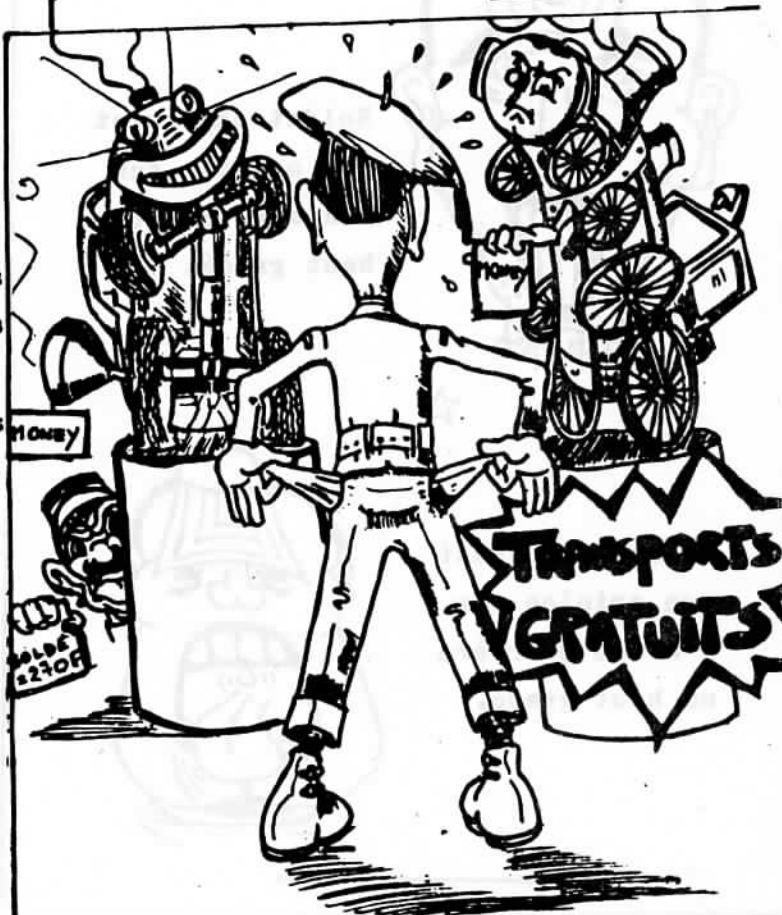
En France par contre, comme en Espagne, le droit de libre association est contesté aux soldats qui sont considérés comme des citoyens de seconde zone. A l'heure où la France ne cesse de parler au nom des droits de l'homme et s'engage dans la construction de l'Europe,

elle refuse à ses soldats les droits élémentaires qu'ont tous les européens, et elle leur interdit de sortir des frontières.

C'est pour lutter pour les droits des soldats et pour affirmer la solidarité qui existe entre tous les appelés et tous les jeunes d'Europe que des soldats français d'Information pour les Droits du Soldat (IDS) ont participé à cette rencontre.

Parceque la paix et l'amitié entre les peuples passent non seulement par des discours pompeux, mais surtout par la conquête commune des droits et des libertés qu'on nous mesure encore sèchement.

Patrick



POUR UN SYNDICAT DE SOLDATS

Toucher le SMIC, avoir deux jours de permission par semaine, les transports gratuits, la liberté d'expression et d'association, être affecté près de chez soi ... Un rêve pour tous les appelés. Mais un rêve qui pourrait devenir réalité, malgré les autorités militaires et civiles si tous les soldats s'y mettaient.



Déjà, depuis 5 ans, les luttes des soldats ont abouti à des résultats non négligeables : les permissions de longues durées sont devenues un droit comme les quartiers libres en fin de journée, la censure a été assouplie et on peut sortir en civil des casernes. La campagne engagée depuis plus d'un an pour les transports gratuits a fait avancer les mentalités : la plupart des syndicats ont repris cette revendication et plusieurs municipalités ont accordé la gratuité des transports municipaux aux soldats.

Dans les casernes, l'existence de commissions a été imposée. Il faut maintenant se battre pour que ce soient des délégués librement élus qui y fassent entendre la voix des appelés.

C'est un travail de type syndical que mènent à l'armée les comités de soldats et les militants qui se battent pour les libertés démocratiques et des conditions de vie décentes. Les grands syndicats de travailleurs -CGT, CFDT, FEN- ne s'y sont pas trompés, qui manifestent fréquemment leur soutien aux soldats en lutte et qui les accueillent dans leurs manifestations et leurs congrès.

Information pour les Droits du Soldat (I.D.S.) a été créée en 1974 par des soldats et des anciens soldats qui voulaient impulser le mouvement des soldats sur une ligne syndicale. Organisation nationale, IDS a permis par les liens qu'elle créait entre les soldats de toute la France, avec les syndicats et partis de gauche, avec les associations de soldats de toute l'Europe, d'ouvrir des perspectives aux luttes des soldats.

Pour que satisfaction soit faite aux revendications des soldats, pour construire un syndicat de soldats, IDS a besoin de toi, soldat ou civil.



I.D.S. - BP 112
75 825 PARIS cedex 17
IDS publie chaque mois
LE SOLDAT (Abonnement
un an : 20 F)

CONTRE LE MILITARISME

POUR

UNE ARMÉE DE CITOYENS

Saluer toutes les cinq minutes les galons qui se promènent, présenter les armes immobile pendant un quart d'heure par -10°C, faire le tour de la caserne en marchant au pas et en chantant des chants stupides Voilà une partie des passionnantes activités d'un soldat. Des choses qui, n'en doutons pas, sont indispensables à l'apprentissage du maniement des armes.

En fait, à l'heure des armes atomiques les hautes autorités politiques et militaires ne croient plus du tout en l'efficacité guerrière des soldats du contingent. Pour la défense contre une attaque éventuelle, l'arme nucléaire est présentée comme la panacée. Pour l'intervention outre-mer, spécialité de l'armée française ces dernières années (Tchad, Zaïre, Mauritanie, Liban, Centrafrique ...) des régiments spécialisés sont constitués. On assiste de fait à une séparation de plus en plus nette entre des forces armées opérationnelles, composées de techniciens et de militaires professionnels, dont une partie sont de véritables mercenaires (légion étrangère), et une armée de contingent. Le but de celle-ci paraît bien être d'encadrer les 300 000 jeunes à peine payés qui n'ont ni le droit d'agir, ni celui de parler, ni celui de penser.

Cela procure une main d'oeuvre très bon marché pour effectuer des tâches dont l'Etat a la charge : lutte contre les incendies de forêts, nettoyage des plages après les marées noires, etc. Main d'oeuvre docile également, qu'on peut utiliser pour essayer de briser les grèves des travailleurs, en leur faisant remplacer au pied levé éboueurs, postiers, conducteurs de transports en commun, aiguilleurs du ciel, etc.

Donner une formation militaire est le dernier des soucis de ceux qui définissent aujourd'hui la politique du service national. Par contre arracher un jeune à son milieu familial, briser - par la force s'il le faut - ses velléités de résistance l'empêcher de s'intéresser à son environnement et aux problèmes de son temps, voilà le véritable but de l'encasernement des appelés et de l'idéologie militariste qu'on leur assène pendant 12 mois.

Inutile, chère, dangereuse, une telle armée est une menace constante pour les libertés, et le germe d'une société autoritaire. Une armée qui ne tolère pas l'expression démocratique n'est pas une armée que peut tolérer un système vraiment démocratique. Il faut lutter contre la professionnalisation d'une armée qui échappe de plus en plus au contrôle des citoyens. Il faut lutter pour que tous, par un apprentissage du maniement des armes près de chez eux, sans coupure avec leur vie normale, puissent constituer un peuple en armes prêt à se lever contre un oppresseur éventuel, pour défendre sa liberté.

Benoît

"GRAINE DE HEROS"

Montage comique, par R.S. et B. Britton
sur un texte emprunté
à A. Migeot (Manuel relatif au jeu de
l'histoire, Champ libre 1976).



POUR SON PROPRE
COMPTE, C'EST
TOUJOURS POUR
LES REMETTRE
TÔT OU TARD
AUX CLASSES
DOMINANTES.



LA DERNIÈRE RAISON DE
L'ARMÉE RÉSIDE BIEN...



SÛR DANS L'ÉCO-
NOMIE, CAR L'AR-
MÉE D'UN PAYS
NE PEUT JAMAIS
ÊTRE QUE L'ARMÉE
DES CLASSES DO-
MINANTES DU
PAYS. AINSI
L'ARMÉE DE
CONSCRIPTION
NE PEUT JAMAIS
FAIRE LA GUERRE
EXTERIEURE
QU'EN INSTALLANT
LA GUERRE...

EN PERMANENCE DANS SES...



... RANGS, DE MÊME QU'ELLE NE PEUT SERVIR À LA

RÉPRESSION
QUE PAR
LA RÉPRES-
SION...



... EN-ELLE-MÊME
L'ARHEE, COMME
L'ÉTAT,
RAPPELLE
TOUJOURS
DANS...



... SON EXISTENCE
SES PRESUPPOSITIONS



SOCIALES. L'ENNEMI DE
L'ÉTAT, C'EST L'ENNEMI
DES CLASSES DOMINAN-
TES DE L'ÉTAT, C'EST-A-
DIRE LE PROLETARIAT.
LE VÉRITABLE ENNEMI
DE LA HIERARCHIE
MILITAIRE C'EST LE
SOLDAT, DONT LE REFUS



N'EST QU'UN
ASPECT DU
REFUS
GLOBAL.

JE L'ESPÈRE
SIR, ET JE RÉ-
STE AVEC VOUS
SIR POUR LA
ROUTE.



FIN

POUR UN SERVICE CIVIL :

L'OBJECTION

"Les personnes astreintes au service militaire qui pour des motifs de conscience ou en raison d'une conviction profonde d'ordre religieux, moral, humanitaire, philosophique ou autre de même nature, refusent d'accomplir le service armé, doivent avoir un droit subjectif à être dispensées de ce service". (extrait de la déclaration de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe. Résolution 337).

Oui mais... La France, bien qu'ayant ratifié cette résolution préfère avoir ses lois, surtout en ce qui concerne l'objection de conscience...

Chez nous être "objecteur", c'est possible.

Art. 41 du code du Service National: "Les jeunes gens qui, avant leur incorporation, se déclarent, en raison de leurs convictions religieuses ou philosophiques, opposés en toutes circonstances à l'usage personnel des armes peuvent être admis à satisfaire aux obligations du Service National dans les conditions prévues par la présente section, soit dans une formation militaire non armée, soit dans une formation civile assurant un travail d'intérêt général".

Cela veut dire que le service militaire n'est pas obligatoire pour celui qui peut avancer des motifs religieux ou philosophiques (navré: les autres motifs, politiques, moraux etc. ne sont pas reconnus). Sur ce point déjà on oublie l'Europe.

Art. 50 du même code:

"Est interdite toute propagande sous quelque forme que ce soit, tendant à inciter autrui à bénéficier des dispositions de la présente section (Art. 41 et suivants) dans le but exclusif de se soustraire aux obligations militaires".... "sous peine de 6 mois à 3 ans d'emprisonnement et d'une amende de 400 à 10.000 francs".

Mais comme nul n'est censé ignorer la loi, autant chercher à en savoir plus.

Ce code du Service National précise que pour se voir attribuer le statut d'objecteur: - il faut formuler sa demande (justifiée religieusement ou philosophiquement) dans les 30 jours suivant la publication de la date de contingentement dans le journal officiel, ou en même temps que la demande par laquelle l'intéressé pose sa candidature à un appel avancé ou renonce avant terme au report de son incorporation.

- il faut que la demande réponde à des critères administratifs pour être recevable. Certaines demandes, comme celles des objecteurs qui font une lettre collective (O.P. 20) sont refusées.

- il faut qu'une commission, constituée de militaires et civils désignés par le ministre de la Défense Nationale, le Premier Ministre et le ministre de la Justice (Art. 43) reconnaisse les raisons avancées comme valables.

Si le statut est obtenu (cela peut prendre 6 mois), l'objecteur est affecté au ministère de l'Agriculture. Il pourra être affecté dans un bureau d'Aide Sociale, à Aide à Toute Détresse, au C.E.M.E.A. (Centre d'Entraînement aux Méthodes Educatives et Actives), comme la très grande majorité, à l'O.N.F.. Il n'y restera qu'un an, puis il sera affecté dans tout organisme de son choix pourvu qu'il soit reconnu d'utilité générale. Ceci pendant encore un an.

Mais certains objecteurs refusent l'année à l'O.N.F. parce qu'ils considèrent que cela revient à supprimer des emplois et parce qu'ils n'admettent pas son caractère industriel et commercial.

Ce sont souvent les mêmes objecteurs qui contestent leur statut, déjà étrié par le code du S.N., mais en plus réduit et adapté par Pompidou de façon à ce que l'objection ne soit qu'un service para militaire (il s'agit du fameux "décret de Brégançon").

En effet, ces objecteurs ne peuvent accepter:

- que le service de remplacement soit 2 fois plus long que le service armé (il a donc un caractère punitif),

- que le droit de grève leur soit interdit

- qu'il leur soit interdit toute réunion ou activité à caractère politique ou syndical.

A ce niveau là aussi on oublie l'Europe qui en la voix du Conseil a réglementé le statut et les modalités de ce statut.

L'objection, en France, ce n'est pas l'idéal, mais il semble qu'il n'y ait pas d'autres issues. Essayons donc d'en profiter et comme la plupart des objecteurs essayons de rechercher de nouvelles formes de défense nationale.

De toute façon il faudra par tous les moyens, faire évoluer la législation pour que l'objection soit autre chose qu'un service para-militaire mais bel et bien un service pacifiste d'utilité générale qui corresponde à l'aspiration des objecteurs.

LETTRE A MES AMIS DE TRANSHUMANES

A PROPOS DE L'ARMÉE, DE L'OBJECTION DE CONSCIENCE,
DE LA GUERRE ET DE LA PAIX, DE QUELQUES AUTRES PROBLEMES
ET DU DEVOIR DU CITOYEN FACE AU POUVOIR.

Votre numéro sur l'Armée que vous présentez cette fois-ci, c'est vraiment un os. Il pose un problème et même plusieurs problèmes.

Il y a tout d'abord un problème d'environnement local. Briançon est une ville militaire. La population est attachée à sa garnison. Ses historiens sont fiers de son passé militaire et de son architecture militaire (le vrai désert des Tartares est ici, toujours présent).

A cela il y a eu, et il y a encore, des raisons d'ordre économique, depuis le temps où la garnison comprenait 3.000 hommes. Cela faisait vivre le pays. Mais il y a plus: une relation affective et charnelle entre la population et sa garnison. De nombreux mariages en ont été la conclusion. On ne peut l'omettre.

Tout cela ne peut être exprimé en clair sans susciter d'inévitables réactions. Par exemple, prenons le cas de ces quelques hectares occupés par les casernes. Par suite du développement de la ville (en attendant les projets démentiels que nous prépare la mégalomanie du Pouvoir - une ville de 30.000 habitants et une gare de téléphérique en plein centre de la pagaille de Ste Catherine), ce terrain militaire va se trouver, à plus ou moins longue échéance, enclavé en plein réseau urbain, comme un véritable ghetto.

En l'espèce, pour l'élaboration d'une stratégie d'urbanisation cohérente, il y a désormais deux tactiques: ou bien envisager dès maintenant la nécessité inéluctable de raser le quartier des casernes (comme cela fut fait à Grenoble pour la caserne Hoche) et transplanter les troupes dans les forts; ou bien, attendre patiemment que la décision finisse par s'imposer aux autorités militaires elles-mêmes (et il n'est pas exclu de penser qu'elles y songent déjà).

Sur un autre plan, vous avouerez-je qu'il m'arrive d'être parfois dérouté par certaines de vos formulations? Il y a certes une raison d'ordre personnel propre. Pour ma part, bien que je n'aie jamais pu parvenir au-delà du grade de caporal, je conserve pour le service national une certaine relation nostalgique.

C'est à l'armée que, citoyen, j'ai découvert la nature, et que, d'origine étrangère, j'ai eu mes premiers contacts vrais avec l'ouvrier et le paysan français (ce que je n'avais pas connu, ni au lycée ni à l'université).

Mais allons plus loin. Il y a également entre nous un problème de générations. Pour nous autres, d'avant-guerre, le service militaire allait de soi. On le faisait, de bon ou de mauvais gré, mais on le faisait, un peu comme un rite de passage. Le fait d'être réformé entraînait une certaine forme de malaise chez le sujet et une suspicion chez autrui. Et pour tant beaucoup d'entre nous se considéraient comme des pacifistes. Les hauts lieux de notre adolescence ont été les camps naturistes de la vallée de Chevreuse, les rassemblements d'alpinistes dans la forêt de Fontainebleau, les carrefours de pacifisme de Bierville, les congrès de jeunesse à Genève et Anvers. Ce sont là des souvenirs que l'on ne peut oublier, même si toute cette génération a sombré dans la catastrophe.

Mais de nos jours la conscription n'a plus le même sens. Progressivement (et le phénomène est sensible tant au sein du Pouvoir qu'au sein de la population et naturellement de la jeunesse), la conscription ne présente plus de caractère rituel. Le Pouvoir s'est orienté nettement vers une armée de métier, qu'accélérent le fait de la haute technicité de l'appareillage militaire et une politique giscardienne, d'intervention ponctuelle ici et là, à la demande.

C'est pourquoi le service militaire apparaît désormais comme une gêne, une servitude et une perte de temps. Actuellement les chiffres révèlent que l'armée comprend 53% de professionnels et 47% d'appelés. Cela n'a plus aucun sens et ce sont les chefs eux-mêmes qui tentent de freiner le processus afin de ne pas "couper l'armée de la nation". Le fait est donc là, brutal: la conscription n'obéit ni à la rationalité économique, ni à la justification technique, ni à la pesanteur sociologique. Le fait est donc constant, c'est l'effritement du concept qui fut longtemps le mythe de la République contre le danger du césarisme: une armée de citoyens et l'armée du peuple, comme à Valmy, ou même comme le fameux 17ème lors de la révolte des vignerons (depuis, la République a créé, à la Libération, les CRS...). C'est donc une donnée de fait.

Ceux qui entendent échapper au service militaire sont de plus en plus nombreux. L'inintelligence des chefs militaires, qui ignorent tout de la manière d'accueillir la jeunesse actuelle fait le reste (et peut-être l'armée est-elle définitivement inadaptée pour cette mission). Je n'ai perçu quelques espoirs que chez quelques anciens des Chantiers de Jeunesse et Montagne (créés paradoxalement par Vichy): ils envisagent une nouvelle armée de citoyens à la manière de ce qu'ils avaient connu à l'époque.

Quant au pacifisme sous-jacent, je demeure par expérience partagé. J'ai connu avant-guerre les milieux pacifistes. Pendant un temps, j'ai été leur compagnon de route, et je ne le regrette pas. Puis tout s'est effondré devant la menace du Nazisme. Il constituait désormais la priorité absolue, le Mal absolu. Certains pacifistes persistèrent, qui sombrèrent plus ou moins dans la collaboration. Rares furent ceux qui surent pleinement maintenir la fidélité à leur espérance de jeunesse: ainsi les Joset, qui, dans leur ferme du Cavalier en Provence, accueillirent tous les réfractaires, et successivement: les prisonniers évadés, les déserteurs ou insoumis, les juifs, les prisonniers soviétiques, les prisonniers allemands, et même les réfractaires des FFI.

Que vous dire encore? Je crois que tout l'appareil militaire (nos cinq sous-marins nucléaires, nos missiles du plateau d'Albion et nos armements divers) constituent un gouffre financier insondable, et finalement un gadget coûteux de nature à satisfaire le chauvinisme traditionnel. Mais je ne crois pas au danger de césarisme en France (depuis le général Boulanger, le risque d'un putsch militaire ressortit du vaudeville). Le vrai danger est ailleurs. Il est dans le système policier général qu'un pouvoir est en train insidieusement de mettre en place, sans que l'opinion s'en rende compte. Un peuple de libres citoyens est en train de devenir un peuple de soumis.

Ce système policier c'est le quadrillage, c'est le fichage, c'est le contrôle, à tous les niveaux et toujours pour de bonnes raisons, depuis le jour de la naissance jusqu'au terme de l'existence: l'informatisation des données concernant les travailleurs immigrés, en attendant tous les Français; plan GAMIN, (pour les enfants jusqu'à 5 ans), afin de déterminer les "enfants à risques", risques médicaux et risques sociaux; contrôle accentué en prétextant du sentiment d'angoisse d'insécurité; manipulation du comportement et mise en condition des motivations; main basse sur tout de qui est liberté associative et créativité: tout est bon, et tout se tient.

Mais ne nous trompons pas de cible. La bavure du policier de service, c'est dans l'ordre des choses normales. L'abus de pouvoir du commissaire de police, qui obéit d'avantage à

la demande du pouvoir qu'à celle des besoins de la population, c'est le produit inévitable du système. C'est la conséquence d'un régime, de plus en plus présidentiel qui n'admet aucune alternance, qui ne tolère aucun contrôle parlementaire et où le Parlement est une simple Chambre d'enregistrement. Un régime qui a pour conséquence de créer un peuple de plus en plus soumis. Il est possible que la complexité de la société moderne et la haute technicité qu'exige sa gestion, rendent inévitable, dans tous les régimes, cette évolution. Ce n'est pas une raison pour s'y soumettre.

L'unique espoir réside dans l'existence de réseaux de réflexion et dans les clubs de citoyens avec pour but: le zèle vigilant dans le contrôle jaloux du comportement de tous les appareils: administration, armée, police, justice.

Le vrai danger est là, dans la défaillance du citoyen devant ce qui risque de devenir, selon la prophétie de G. Orwell, pour 1984, un Etat Total. Mais Orwell se trompait. Il croyait percevoir cette forme terminale dans la société stalinienne. Elle apparaît déjà dans toutes les sociétés humaines, de l'Est comme de l'Ouest, au sein de la démocratie populaire comme au sein de la démocratie libérale avancée qui est la notre, comme le terme ultime d'un processus, qui deviendra inexorable si les citoyens n'y prennent garde.

W. Rabinovitch
Juge honoraire
à Briançon

Pour votre
sécurité: pas un
geste ou je tire!



...Saint-Amand... quelques... mille jours plus-tôt, les esclaves
...ord... et allait fonder cinq jours plus tôt
...d'après... le... Pôrou - avait franchi la même en
...d'après... arrivés à une trentaine de mètre
...leur... lettres... furent, fascinés, l'atroce
...cadence... he... gallo - qu'ils n'allaient
...chaque... voir les gueules
des mitra... celles des canons - giants
qui avaient... sur... de Mars pour commémorer
la... lieutenant... de
tâches... et... mal... se détacha.

Rivera... contre :
C'est à quel... la... vois, que sa pâleur
rendait fluette.
- Vous, qui...

Passer - entre...
Au bout du pré c'est...
Pas plus de cent, mais...
Ventre d'insecte...
Avec des pieds à...
Le sexe est dit par les...
Les regards ont coulé sans dou...
- Eux aussi
Préféraient des Fleurs.